

dépliants fichier n●2

Camillo Odongi Loyuk

Soudan

Soudan

Le Soudan est déchiré par une âpre guerre civile depuis 1983. Des Soudanais du Sud et des régions périphériques du pays sont en constante rébellion contre les gouvernements qui se succèdent à Khartoum.

Depuis le début de la guerre, les forces gouvernementales se sont livrées à de flagrantes violations des droits de l'homme. Des dizaines de milliers d'habitants du sud du pays ont été exécutés de façon extrajudiciaire ou ont "disparu". La pratique de la torture s'est répandue dans les casernes. L'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), armée rebelle minée par des divisions internes, s'est également rendue coupable d'atteintes graves aux droits de l'homme.

Le gouvernement en place à Khartoum a pris le pouvoir lors d'un coup d'État militaire, le 30 juin 1989. Les violations des droits de l'homme ont alors commencé dans le nord du pays, qui n'était pas touché par la guerre. Durant les quatre dernières années, des milliers d'opposants au gouvernement, réels ou présumés, ont été arrêtés. Bon nombre d'entre eux ont été cruellement torturés dans des centres de détention secrets, connus au Soudan sous le nom de "maisons fantômes". Dans les zones du Sud en guerre et dans les monts Nouba (à la limite de la zone Nord), les exécutions extrajudiciaires et les "disparitions" se poursuivent.

Le gouvernement, condamné par la communauté internationale, a dû modifier les types de détention pratiqués dans le nord du pays. La plupart des prisonniers sont maintenant détenus moins longtemps. Mais ces changements ne sont qu'un leurre. De nombreux détenus sont torturés. D'autres sont

traduits en justice devant un pouvoir judiciaire expurgé de ses juges indépendants. Dans les zones en guerre, les autorités continuent à mépriser les droits de l'homme à l'égard des Soudanais et à passer outre à l'inquiétude manifestée par la communauté internationale.

Parti au mauvais moment

Camillo Odongi Loyuk, fonctionnaire d'un certain âge originaire de Juba, la plus grande ville du sud du Soudan, a été tué parce qu'il avait quitté sa ville assiégée au mauvais moment. Il avait pris l'avion pour Khartoum, la capitale, fin juillet 1992, afin d'accompagner ses deux filles et s'assurer qu'elles rentraient à l'école en toute sécurité.

Durant les semaines précédentes, l'APLS avait attaqué la ville de Juba à deux reprises et presque réussi à la prendre. De violents combats avaient eu lieu dans certaines banlieues et autour du quartier général militaire de la ville.

Au cours d'opérations de "nettoyage", les soldats de l'armée régulière ont fouillé toutes les maisons à la recherche de membres de l'APLS. Les habitants ont rapporté que plusieurs centaines d'hommes jeunes, ainsi que ceux qui n'avaient pas obéi immédiatement aux soldats, avaient été abattus. Des banlieues ont été entièrement rasées. Au moins sept membres de l'APLS, blessés, ont été capturés et torturés à mort.

Les autorités responsables de la sécurité pensaient que l'APLS bénéficiait de la collaboration de civils soudanais originaires du Sud, de soldats, de policiers, de membres du personnel des prisons et de gardes paramilitaires rattachés au Service de la faune. Cent d'entre eux au moins, et peut-être bien davantage, ont été arrêtés. Parmi ceux qui ont été mis en détention se trouvaient des amis et d'anciens collègues de Camillo Odongi Loyuk (celui-ci avait servi dans l'armée jusqu'à fin 1989). Ils ont tous "disparu".

En mars 1993, les autorités en place à Juba ont reconnu avoir arrêté plus de

50 hommes, mais elles ont déclaré qu'il incombait au président Omar Hassan el Béchir de dire ce qu'il était advenu d'eux. Sachant que, d'après certaines informations, 40 soldats auraient été exécutés de façon extrajudiciaire près de l'aéroport de Juba peu de temps après avoir été interpellés, il est probable que la plupart de ces détenus sont morts.

Selon les autorités de Juba, Camillo Odongi Loyuk n'a pas été arrêté dans leur ville. Il vivait à Khartoum et avait en fait été appréhendé là-bas. Les autorités le suspectaient d'avoir fui Juba pour éviter d'être mis en détention.

Camillo Odongi Loyuk a été conduit dans un centre d'interrogatoire à Khartoum, où on l'a attaché, bras et jambes écartés, aux barreaux d'une fenêtre. Une corde avec un nœud coulant a été passée autour de ses testicules, de façon à ce que tout mouvement resserre le nœud, entraînant une souffrance intolérable. Il a été battu à mort.

En novembre 1992, face aux protestations internationales contre les exécutions extrajudiciaires et les "disparitions", les autorités soudanaises ont annoncé la formation d'une commission d'enquête chargée d'étudier les « *événements survenus dans la ville de Juba* ». Cette enquête est une imposture destinée à endormir l'inquiétude manifestée par l'étranger. Pratiquement un an après les massacres, la commission n'a toujours donné aucune explication sur ces victimes et notamment sur Camillo Odongi Loyuk.

légende photo

Poste de contrôle à Khartoum. Le gouvernement, issu du coup d'État militaire de juin 1989, est responsable de violations graves des droits de l'homme.

© Reuters

Que faire

Camillo Odongi Loyuk est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats

politiques.

\$\$[à compléter avec le texte fourni sur fichier "dépliant-texte commun d'appel"]\$\$

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Président de la République du Soudan. Informez-le que vous avez appris l'assassinat politique de Camillo Odongi Loyuk. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

His Excellency Lieutenant General Omar Hassan al Bashir

Head of State and Chairman of the National Salvation Revolutionary
Command Council

People's Palace

PO Box 281

Khartoum

Soudan

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

María Rumalda Camey

Guatemala

Guatemala

Cela fait vingt ans que le gouvernement mène des opérations anti-insurrectionnelles et essaye d'écraser toute opposition. La population guatémaltèque le paye chèrement. Des dizaines de milliers de personnes ont été victimes de violations des droits de l'homme.

Après pratiquement vingt ans de régime militaire, le pays est revenu à un gouvernement civil en janvier 1986. Ce changement a fait naître l'espoir que

les droits de l'homme allaient cesser d'être violés. Hélas, après un bref répit, les "disparitions" et les assassinats politiques se sont intensifiés. Bien que ces violences aient pris une grande ampleur, les forces de sécurité ont pu opérer dans une impunité pratiquement totale.

Le 25 mai 1993, le président Jorge Serrano Elias a proclamé la suspension de garanties constitutionnelles majeures, la dissolution du Congrès et de la Cour suprême, ainsi que le remplacement de l'autorité de la loi par celle du décret. Le 1^{er} juin, le ministre de la Défense a annoncé la démission du président et a déclaré que la Cour constitutionnelle détiendrait le pouvoir jusqu'à ce que le Congrès choisisse un nouveau dirigeant.

La majeure partie de la population guatémaltèque est d'origine indigène. Beaucoup d'Indiens se sont réfugiés dans les villes pour fuir les massacres de la fin des années 70 et du début des années 80, au cours desquels des dizaines de milliers de personnes ont été tuées. Ils ont alors recherché l'anonymat, cessant de parler leurs langues indiennes publiquement et abandonnant leurs costumes traditionnels.

Rigoberta Menchú, lauréate du Prix Nobel 1992, est une Indienne quiché du Guatemala. Elle a dû s'exiler il y a dix ans. À chacune de ses visites dans son pays, elle a reçu des menaces de mort. Elle est aujourd'hui ambassadrice spéciale des Nations unies pour l'Année internationale des populations autochtones. Aussi connue soit-elle, Rigoberta Menchú n'est pas en sécurité au Guatemala.

Le prix du militantisme

Tôt le matin, des hommes armés jusqu'aux dents ont fait irruption au domicile de María Rumalda Camey, vingt-trois ans. Malgré ses cris, elle a été arrachée à son mari et à ses deux jeunes enfants. Ils ne l'ont plus jamais revue : María Rumalda Camey a "disparu" le 15 août 1989.

Il n'y a aucun doute quant à l'identité des responsables de cette "disparition". María Camey fait partie des milliers de victimes des membres des forces de sécurité guatémaltèques, en uniforme ou déguisés en escadrons de la mort.

María Camey était membre du *Grupo de Apoyo Mutuo por el Aparecimiento con Vida de Nuestros Familiares* (GAM, Groupe de soutien mutuel pour le retour de nos parents en vie). Le GAM a été créé en 1984 par des familles désirant connaître le sort de leurs parents "disparus". María Camey avait rejoint cette organisation après la "disparition" de son beau-frère José Carlos Chitay Nech. Il avait été enlevé en mars 1985, dans la ville de Guatemala, par des membres des forces de sécurité en civil.

María Camey est la sixième victime de cette famille ; les cinq autres ont également "disparu" ou ont été tués par les forces de sécurité. La famille est originaire de la communauté indienne à prédominance kakchikel de Semetabaj, dans la municipalité de San Martín Jilotepeque (département de Chimaltenango). Beaucoup de ses membres étaient catéchistes. Estimant que les groupes religieux auxquels ils appartenaient étaient « *subversifs* », les forces de sécurité les avaient pris pour cible. En 1982, ils avaient fui la région, mais ils avaient continué à être persécutés.

En novembre 1988, le frère de María Camey, Eleodoro Ordón Camey, a été enlevé dans la ville de Guatemala. Son corps, qui portait des signes de torture, a été retrouvé quelques jours plus tard. Entre avril et juillet 1989, trois autres membres de sa famille ont été tués.

Le jour où María Camey a "disparu", son mari, ses enfants ainsi que d'autres membres de sa famille ont cherché refuge au siège du GAM, dans la capitale. Plus tard ce même jour, une bombe a été jetée dans le bâtiment. L'explosion a causé des dommages matériels graves, mais il n'y a pas eu de blessés.

En mai 1990, des membres du GAM ont occupé les bureaux du Comité

international de la Croix-Rouge dans la ville de Guatémala, afin d'alerter l'opinion au sujet des 40 000 personnes "disparues" dans le pays. Trois cas, dont celui de María Camey, ont été mis en avant. Le gouvernement a déclaré qu'il ne pouvait rien faire. Un certain nombre de dirigeants du GAM ont été tués. Oscar Augusto Miranda est la dernière victime en date : il a été assassiné en décembre 1990.

légende photo

Femmes indiennes consultant les photographies des "disparus" dans les bureaux du GAM. Depuis la création de ce mouvement en 1984, plusieurs de ses dirigeants ont été victimes d'assassinats politiques.

Que faire

María Rumalda Camey est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

\$\$[à compléter avec le texte fourni sur fichier "dépliant-texte commun d'appel"]\$\$

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Président de la République du Guatemala. Informez-le que vous avez appris la "disparition" de María Rumalda Camey. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

Presidente de la República de Guatemala

Palacio Nacional

Guatemala

Guatemala

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international,

1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

Marta Crisóstomo García

Pérou

Pérou

Depuis avril 1992, le gouvernement actuel cherche, par des moyens divers, à réduire à néant le soutien apporté à l'opposition armée. Les militaires disposent de pouvoirs extraordinaires sur au moins un tiers du pays ; les escadrons de la mort dirigés par les services de renseignements sont responsables de plusieurs massacres ; du fait de la réorganisation du système judiciaire, les accusés ne peuvent plus bénéficier d'un procès équitable.

Au cours des dix dernières années, un climat de terreur s'est répandu dans tout le pays. Si une grande partie des 20 millions d'habitants du Pérou en a ressenti les effets, ce sont des paysans originaires des régions montagneuses ou de forêt tropicale éloignées qui, en grande majorité, ont "disparu" ou ont été tués ou torturés par l'armée.

L'opposition armée, représentée principalement par le *Partido Comunista del Perú "Sendero Luminoso"* (PCP-SL, Parti communiste du Pérou "Sentier lumineux"), s'est livrée à la torture, a mutilé et assassiné des milliers de civils. Là encore, les communautés paysannes ont été la cible privilégiée des massacres.

Les forces armées jouissent d'une impunité quasiment totale en ce qui concerne les violations des droits de l'homme qu'elles commettent. Massacres, assassinats et "disparitions" sont pour la plupart restés impunis.

Le gouvernement du président Alberto Fujimori affirme qu'il est urgent de mettre un terme aux violations des droits de l'homme, mais il s'agit-là d'une assertion de pure forme. Dans la pratique, les responsables d'atteintes aux droits de l'homme n'étant pas traduits en justice, les autorités donnent aux

forces de sécurité la liberté de tuer et de torturer à volonté.

On l'a abattue pour qu'elle ne parle pas

María Crisóstomo García, infirmière, vingt-deux ans, a été le témoin de l'un des pires massacres qui ait eu lieu au Pérou ces dernières années.

Mi-mai 1988, quelque 30 paysans indiens ont été tués par l'armée à Cayara (petite ville située dans le département d'Ayacucho), en représailles de l'embuscade tendue par le Sentier lumineux à un convoi militaire. Le général José Valdivia Dueñas, qui était alors à la tête du commandement politico-militaire à Ayacucho, a justifié ce massacre en prétendant que les civils de la région étaient collectivement responsables de l'attaque du convoi.

Après le massacre, les soldats ont traqué et tué les personnes qui pourraient témoigner contre eux.

Marta Crisóstomo avait donné des informations détaillées sur le massacre lors de l'enquête officielle. Son nom avait été largement diffusé dans la presse. Ayant alors commencé à recevoir des menaces de mort, elle est partie de Cayara pour Huamanga (Ayacucho).

En septembre 1989, Marta Crisóstomo est devenue le neuvième témoin du massacre de Cayara à "disparaître" ou être assassiné. Le matin du 8 septembre, un escadron de la mort de l'armée a fait irruption à son domicile et l'a abattue. Les voisins ont été témoins de ce raid de l'armée, mais, selon une enquête de police, aucun élément ne prouvait qu'il l'avait tuée.

Un procureur de la République spécialement mandaté a découvert, à la suite d'une enquête particulièrement approfondie, que le massacre de Cayara avait été commis par l'armée, sous la responsabilité du général Valdivia. Cependant, ni celui-ci ni aucun autre membre des forces de sécurité n'ont jamais été inculpés en relation avec cette affaire.

En février 1992, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de

L'Organisation des États américains a renvoyé l'affaire de Cayara devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Le gouvernement péruvien a contesté cette affaire pour des raisons de procédure. La cour a statué en faveur du gouvernement et celle-ci a été classée. À aucun moment le fond n'a fait l'objet de débats.

Toutefois, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a décidé de publier un rapport complet sur le massacre de Cayara : c'est la première fois qu'une affaire unique bénéficie d'un traitement de ce genre.

légende photo

Corps d'un homme décapité trouvé près de Puno, dans les Andes péruviennes. Beaucoup de victimes d'assassinats politiques au Pérou sont mutilées au point de n'être plus identifiables.

Que faire

Marta Crisóstomo García est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

\$\$[à compléter avec le texte fourni sur fichier "dépliant-texte commun d'appel"]\$\$

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Président de la République du Pérou. Informez-le que vous avez appris l'assassinat politique de Marta Crisóstomo García. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

Su Excelencia Alberto Fujimori

Presidente de la República del Perú

Palacio de Gobierno

Plaza de Armas

Lima 1

Pérou

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.

José del Carmen Alvarez Blanco

Colombie

Colombie

Avec environ 31 millions d'habitants, la Colombie est le quatrième pays le plus peuplé d'Amérique latine.

Ce pays est déchiré depuis des décennies par les actes criminels et les violents conflits politiques. Des milliers de personnes ont été tuées par les forces de sécurité et par des escadrons de la mort qui agissent avec le soutien de l'armée. Des centaines d'autres ont "disparu".

Ces violations des droits de l'homme se sont intensifiées depuis 1986, avec la reprise de la guérilla. Les groupes armés se sont eux aussi livrés à des actes de violence graves, comme des homicides délibérés et arbitraires et des prises d'otages de centaines de personnes.

La région d'Urabá, dans le département d'Antioquia, a été la scène de combats acharnés entre les troupes gouvernementales et les guérilleros ; plusieurs milliers de soldats sont maintenant basés dans la région. Au cours de ses opérations destinées à détruire les forces rebelles, l'armée a enlevé, torturé et tué des centaines de fermiers et de chefs ruraux d'Urabá.

En Colombie, hormis quelques exceptions, les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme n'ont pas été traduits en justice. Les enquêtes requises par la loi ont rarement entraîné des poursuites et des condamnations. Lorsque des membres des forces de sécurité sont impliqués, les tribunaux militaires

réclament que l'affaire soit placée sous leur juridiction. La procédure appliquée par ces tribunaux n'est pas impartiale, et ceux-ci considèrent que les membres des forces de sécurité ne sont pas passibles de sanctions pénales pour les crimes de sang. Quant aux tentatives d'investigations des tribunaux civils, elles sont sabotées par les forces de sécurité, qui intimident, harcèlent et tuent les enquêteurs et les témoins.

Quarante-trois hommes pour 43 têtes de bétail

Un dimanche soir de janvier 1990, un ouvrier agricole de quarante-cinq ans, José del Carmen Alvarez Blanco, assistait à un service religieux dans l'église presbytérienne de Pueblo Bello, petite ville de la région d'Urabá, dans le nord-ouest de la Colombie.

Ce soir-là, un escadron armé de 40 hommes ou plus, dont certains portaient une cagoule, d'autres un uniforme militaire, a fait une rafle dans Pueblo Bello et kidnappé 43 hommes, dont la plupart étaient des ouvriers agricoles. Certains d'entre eux ont été enlevés à leur domicile. José del Carmen Alvarez Blanco faisait partie des dix qui ont été pris dans l'église.

Les hommes ont été poussés sous la menace des armes dans deux camions que les ravisseurs s'étaient appropriés, puis les véhicules ont démarré. Selon les habitants de Pueblo Bello, les camions devaient obligatoirement passer un poste de contrôle militaire situé sur l'unique route conduisant hors de la ville.

Trois semaines plus tôt, un troupeau de bétail appartenant à un ranch de la région avait été volé. Des guérilleros appartenant à l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL, Armée populaire de libération) avaient été blâmés pour le vol. Le propriétaire du ranch, ainsi que les forces de sécurité, ont souvent accusé les habitants de Pueblo Bello d'être solidaires avec les guérilleros. Fidel Castaño, le propriétaire, est connu dans les environs sous le nom de "Rambo" pour avoir participé, avec des militaires, à de nombreux massacres dans la

région.

Quarante-trois têtes de bétail ont été volées, quarante-trois hommes ont été enlevés à Puerto Bello. On ne les a plus jamais revus en vie.

L'enquête officielle n'avait pas beaucoup progressé quand, à la mi-février, un des kidnappeurs s'est livré aux autorités. Il a déclaré que les 43 hommes avaient été conduits dans un ranch appartenant à Fidel Castaño, où ils avaient été torturés, tués et enterrés. La police a fouillé le ranch et découvert des fosses communes contenant 24 corps. Six d'entre eux ont été identifiés par des membres de leur famille comme faisant partie des 43 hommes enlevés à Pueblo Bello, mais José del Carmen Alvarez Blanco ne figurait pas parmi eux. Peu après la découverte des corps, cinq membres d'un groupe paramilitaire ont été arrêtés et inculpés de kidnapping et de meurtre. Ils ont été mis en liberté peu de temps après.

En juin 1990, le Parquet a pris un réquisitoire contre deux officiers du bataillon Vélez qui auraient abandonné le poste de contrôle militaire de la route de Pueblo Bello la nuit où les hommes avaient été enlevés. Les poursuites ont été abandonnées plus tard.

Le 24 juillet, le procureur chargé de l'affaire, María Ester Restrepo Quiceno, et son garde du corps, ont été abattus.

légende photo

Les familles des "disparus" de Pueblo Bello manifestent en 1991. La banderole proclame : « *Pour le droit à la vie, plus de disparitions.* »

© Asfaddes

Que faire

José del Carmen Alvarez Blanco est l'une des personnes dont le cas est exposé dans la Campagne d'Amnesty International contre les "disparitions" et les assassinats politiques.

\$\$[à compléter avec le texte fourni sur fichier "dépliant-texte commun d'appel"]\$\$

Protestez avec nous. Agissez sans attendre en écrivant des lettres au Procureur général de la République de Colombie. Informez-le que vous avez appris la "disparition" de José del Carmen Alvarez Blanco. Invitez-le à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale afin de traduire les responsables en justice.

À qui adresser vos appels :

Dr Carlos Gustavo Arrieta Padilla

Procurador de la Nación

Procuraduría General

Edificio Banco Ganadero

Carrera 5, No. 15-80

Santa Fé de Bogotá

Colombie

Pour obtenir de plus amples informations, contactez soit le groupe ou la section d'Amnesty International de votre pays, soit le Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.